SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 17 MAI 1923

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle.

(Voir les n^{os} 48, 85, 143, 145, 217, 392 (session de 1921-1922) et les *Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séances des 22, 23, 29, 30 mars et 12 juillet 1922; le n° 156 (session de 1921-1922) du Sénat.*)

Présents : MM. le comte GOBLET D'ALVIELLA, président ; BERGER, BRAUN, le baron DE BECKER REMY, DESWARTE, DU BOST, MOSSELMAN, VAN FLETEREN et VAUTHIER, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La loi dont le texte est soumis aux délibérations du Sénat est une loi de moralité publique.

Il importe d'insister sur cette idée parce que, bien comprise, elle est de nature à dissiper des préventions, dont la sincérité et le caractère élevé ne sauraient être mis en doute.

On n'ignore point que, de tout temps, et dans toutes les civilisations, les sociétés humaines se sont préoccupées du problème de la natalité et qu'elles ont songé aux moyens d'en réduire ou d'en prévenir l'excès.

On sait également que des scrupules de conscience, dont on ne doit parler qu'avec respect, alors même qu'on ne les partagerait point, ont fait considérer par un grand nombre de personnes comme moralement condamnable l'emploi de tout moyen qui, la continence mise à part, aurait pour but de restreindre la natalité.

Enfin, il est à la connaissance de tout le monde, que les économistes et les sociologues discutent avec véhémence la question de savoir si l'on doit envisager avec des sentiments de confiance ou de crainte le développement plus ou moins irréflecti de la population d'un pays. On conviendra qu'il est difficile, en cette matière, d'aboutir à des conclusions absolument stables. S'il y a eu des circonstances dans lesquelles l'accroissement excessif d'une population s'est manifesté comme un fléau indéniable, il en est d'autres, au contraire, où une natalité trop faible est apparue visiblement comme une cause de décadence.

Il est prudent de ne pas s'aventurer aujourd'hui sur le terrain des discussions économiques ou sociologiques, et aussi de ne pas insister sur des problèmes qui sont essentiellement du ressort de la conscience individuelle. Mais lorsqu'on est en présence de faits qui sont de nature à retentir d'une façon dangereuse sur la criminalité d'un peuple, ou qui portent évidemment atteinte à des susceptibilités légitimes, à cette dignité morale dont une collectivité politique ne saurait se désintéresser sans péril, alors il se conçoit que le législateur s'émeuve et son intervention peut se justifier, en pareil cas, par des raisons décisives.

Que tel soit bien le caractère des dispositions votées par la Chambre des Représentants, c'est ce que démontrera, sans aucune difficulté, une brève analyse du projet qui nous est soumis.

Le projet de loi ne contient que deux articles. On pourrait même soutenir qu'il est entièrement constitué par son article 1^{er}.

L'article 2 est relatif aux délits commis par un Belge à l'étranger ; on y reviendra un peu plus loin.

1. L'article 383 du Code pénal punit de huit jours à six mois de prison et de 26 à 50 francs d'amende l'exposition, la vente, la distribution d'écrits et d'images contraires aux bonnes mœurs. Le projet de loi applique les mêmes pénalités à la fabrication, à l'importation, au transport, à l'annonce au moyen de publicité, d'objets de ce genre, pourvu que ces actes aient été accomplis en vue du commerce ou de la distribution. Si l'on estime que la vente et la distribution d'écrits et d'images contraires aux mœurs doivent être réprimées, il n'y a pas de motif de se montrer plus indulgent à l'égard de la fabrication et de la mise en circulation de ces écrits et images, dès lors que ces actes ont précisément pour but d'aboutir à leur vente et à leur distribution. Dans l'immense majorité des cas — pour ne pas dire dans leur totalité — ces opérations condamnables sont inspirées par une pensée de lucre, et ce n'est point là, certes, une circonstance qui doive compter sur la bienveillance du législateur.

2. L'avortement est un crime puni par les articles 348 à 353 du Code pénal. Bien des femmes, on ne l'ignore point, sont encouragées, pour ne pas dire incitées, à se rendre coupables de ce crime, grâce à la publicité dont se servent les personnes qui, presque toujours, dans une intention de lucre, recommandent ou indiquent les spécialistes et les remèdes auxquels il convient d'avoir recours pour qu'il puisse être commis avec un maximum de sécurité. Il n'y a rien d'excessif à ce que cette publicité malsaine soit frappée par les sanctions qu'édicte l'article 383 du Code pénal. Tel est l'objet du deuxième paragraphe de l'article 1^{er} du projet de loi.

3. Le paragraphe 3 de l'article 1^{er} du projet de loi applique les sanctions de l'article 383 du Code pénal à la vente, à la distribution, à la fabrication, à l'importation, au transport des drogues et engins destinés à faire avorter une femme ainsi qu'à la publicité faite en vue de recommander des objets de ce genre. Les considérations présentées plus haut pourraient, bien entendu, être reproduites, afin de justifier l'application de pénalités aux faits qui viennent d'être mentionnés.

4. Les trois derniers alinéas de l'article 1^{er} sont incontestablement ceux qui ont soulevé, au sein de la Chambre des Représentants, les débats les plus vifs ; ce sont également ceux qui ont suscité les objections les plus graves. Disons immédiatement que ces objections ne nous paraissent pas recevables, du moins à l'égard du texte auquel s'est finalement ralliée la Chambre des Représentants.

Les trois alinéas auxquels il vient d'être fait allusion visent les objets destinés à empêcher la conception. Ils punissent l'exposition et la distribution de ces objets, la réclame faite pour favoriser leur vente ; l'exposition, la vente, la distribution, dans un but de lucre, et de manière à favoriser les passions d'autrui, des écrits divulguant les moyens d'empêcher la conception, préconisant ou facilitant leur emploi ; enfin la fabrication et la diffusion d'écrits de ce genre, en vue du commerce ou de la distribution.

S'il s'agissait de mesures destinées à faire prévaloir soit une doctrine économique ou sociale, soit une théorie religieuse ou morale aspirant à régir les rapports sexuels, on comprendrait les protestations que susciterait alors l'intervention du législateur. La liberté de conscience serait intéressée dans le débat. Mais il n'en est heureusement pas ainsi. La question, dans les limites où l'a maintenue très sagement la Chambre des Représentants, ne présente pas une pareille ampleur. Il s'agit uniquement, cette fois, de défendre ce qu'il est permis d'appeler la pudeur publique contre des étalages et des réclames dont le cynisme offense depuis longtemps, les âmes délicates ; il s'agit aussi de mettre un frein à une propagande dans l'immoralité, lorsqu'elle procède d'une pensée de lucre, constitue pour la société entière un indubitable péril. Qu'on ne vienne pas nous parler à cette occasion de malthusianisme, de néo-malthusianisme et d'antimalthusianisme. Négligeons ces controverses au cours desquelles des opinions opposées peuvent être défendues avec une égale bonne foi, avec la même élévation d'esprit, avec un souci pareillement profond des préceptes de la loi morale. Quelque opinion que l'on professe au sujet de ces dissidences, on doit être d'accord pour condamner une propagande intéressée, dont le résultat (et peut être le but) est de discréditer, sinon même d'avilir, l'idée de paternité ou de maternité chez les hommes et chez les femmes dont dépend l'avenir de la race. Tenons pour assuré que les exigences de l'hygiène et que les libertés dont ne saurait se passer la discussion scientifique, ne sont aucunement mises en péril par le projet de loi. Cette conclusion se dégage suffisamment de son texte, et au cours des travaux parlementaires, les déclarations les plus rassurantes ont été prodiguées à ce sujet.

5. Aux termes de l'article 7 de la loi du 17 avril 1878 « Tout Belge qui, hors du territoire du royaume, se sera rendu coupable d'un crime ou d'un délit contre un Belge, pourra être poursuivi en Belgique ». Il va de soi que cette disposition s'applique aux infractions visées par les articles 383 et 384 du Code pénal. L'article 2 du projet de loi étend l'effet extraterritorial de ces dispositions même à l'hypothèse où aucun Belge n'aurait été victime des infractions qu'elles mentionnent. Il faudra pour cela que le coupable soit trouvé en Belgique, qu'il y ait, soit une plainte de l'étranger ou de sa famille, soit un avis officiel de l'autorité étrangère. Cet article a pour but de donner satisfaction au désir exprimé par la Conférence internationale qui s'est réunie à Paris en 1910 ; il s'inspire de l'article 2 du projet de convention élaboré par cette conférence.

Nous croyons pouvoir conclure des considérations qui précèdent qu'il y a lieu d'adopter purement et simplement le projet de loi voté par la Chambre des Représentants.

Votre Commission vous propose donc, par 5 voix contre 1 et 3 abstentions, l'adoption du projet.

Le Rapporteur,
M. VAUTHIER.

Le Président,
Comte GOBLET D'ALVIELLA.